

LA CRISE DU LOGEMENT

La crise qui sévit sur le logement dans plusieurs grandes villes affecte un caractère de plus en plus grave. Elle va de pair avec le renchérissement général de la vie. De quelque côté qu'on se tourne, on constate que tout augmente, selon une progression régulière, inexorable. Hausse des loyers, diminution des locaux vacants, c'est sous ces deux formes que se pose, devant la classe ouvrière, le problème si difficile à résoudre.

Les terrains à bâtir abondent pourtant, dans les villes. Mais ils coûtent plus cher qu'autrefois et les frais ont considérablement augmenté. Le prix du mètre carré de construction, qui était, il y a dix ans, à Paris, de 700 francs, s'élève aujourd'hui à 1.000 francs. En outre, on construit de moins en moins de maisons à bon marché, de sorte que les gens de condition moyenne sont forcés, ou bien de supporter la majoration, ou bien de chercher ailleurs, loin de leur centre d'affaires. Le prix moyen des loyers, qui s'établissait en 1900 à 570 francs, dépassait, le 1^{er} janvier 1911, 604 francs. Pour les maisons nouvelles, terminées en 1911, le prix moyen est de 1.212 francs, soit plus du double du prix moyen de l'ensemble.

Bonne-voies, après cela, des drames navrants qui marquent régulièrement l'époque redoutable entre toutes, du terme. Ce phénomène économique dont les conséquences sont si lourdement sur les classes laborieuses est intimement lié au dépeuplement des campagnes. Il ne date pas d'hier et ce n'est pas la première fois que les pouvoirs publics essaient d'en atténuer les effets.

Dès le début, les hommes ressentirent l'impérieuse nécessité du groupement. Au moyen âge, les communes étaient autant de petites républiques, fortifiées, et qui vivaient à part, de leurs propres fonds. Désertes, mal défendues, exposées aux dévastations des pillards, les campagnes étaient exploitées que dans la mesure strictement nécessaire pour assurer la subsistance des villes. Elles ne se peuplèrent que plus tard, lentement, lorsque l'extension du pouvoir royal ouvrit des débouchés normaux et ramena la sécurité, condition essentielle du travail. Il y eut alors une période d'équilibre.

Elle dura peu. Bientôt, le commerce, encouragé par les loisirs féconds de la paix, attira dans certains centres privilégiés l'élite des travailleurs soucieux d'accroître leur bien-être. Une société plus fine, plus polie, se constitua au milieu du luxe, devenu une nécessité pour les humbles, d'ailleurs, pour l'importance des villes augmentant, en proportion des ressources matérielles et morales offertes à leurs habitants.

Elle augmenta au point de devenir un danger public. Déjà, en 1627, un édit de Louis XIII estime « grandement préjudiciable l'augmentation de notre bonne ville de Paris » et interdit de construire, « si ce n'est pour refaire les maisons qui s'y trouvent faites de vieille date, sans s'étendre ». Dix ans après, un arrêt du Conseil d'Etat renouvelait les mêmes interdictions : « Plusieurs personnes, par un désordre extraordinaire, se sont jetées dans la dépense des bâtiments aux faubourgs de Paris, ce qui a rendu la ville plus susceptible de malvaies air et l'accroît insensiblement de telle sorte qu'il sera dorénavant difficile d'en pouvoir vider les immondices. En outre, la quantité des logements attire une infinité de personnes de la campagne, lesquelles font enchevêtrer les vivres, donnent lieu aux meurtres et larcins qui se font impunément de jour et de nuit... » Et l'arrêt concluait par une défense absolue de bâtir, même dans l'enceinte de Paris, sous peine d'une amende de 3.000 livres.

Ces diverses ordonnances restèrent lettre morte. C'est précisément au XVIII^e siècle que se produisit la plus-value de la propriété bâtie. Elle était due, d'après le vicomte d'Avenel, à qui j'emprunte ces chiffres, à l'immigration dans la capitale de la haute noblesse pressurée autour du Roi Soleil. Le prix moyen des immeubles monta brusquement de 4.420 francs à 29.600. La hausse fut beaucoup moindre pendant le siècle suivant : 39.800. Il faut attribuer cette augmentation relativement faible à la baisse qui marqua le lendemain du règne de Louis XIV. A cette époque, en effet, sous la Régence, le prix moyen des immeubles était tombé à 22.700. Enfin, pour en finir sur ce chapitre, disons que le prix moyen, à la veille de la Révolution, était remonté à 73.500 francs.

Depuis lors, le mouvement n'a pas cessé de progresser et l'on se demande avec angoisse où il s'arrêtera.

Les comparaisons avec l'ancien régime ne peuvent porter que sur des chiffres dont l'évaluation elle-même est délicate. Les quelques maisons d'autrefois restées debout étaient en général des spécimens d'architecture qui ont dû leur exceptionnelle longévité au choix et à la qualité de leurs matériaux. Pour les autres, il faut s'en rapporter aux mémoires du temps, qui nous donnent de savoureux détails sur la vie privée de nos aïeux.

Les rues qui se frayaient à grand-peine un passage entre les maisons inégales, étroites et serrées étaient des cloaques où les plus avisés devaient circuler à cheval sous peine de croquer leurs chausses ou de s'embarquer dans la boue, comme il advint au carrosse du cardinal de Richelieu.

L'odeur qui régnait en ces lieux était telle que Mme de la Fayette, ayant à recevoir chez elle pendant quelques heures, Louis XV, eut la délicate attention de faire parfumer l'entrée de la rue, « à cause du mauvais air ».

Les moindres d'entre nous supporteraient malaisément les mille disgrâces dont les grands, jadis, s'accommodaient avec un sourire. Les résidences royales n'échappaient pas à la commune loi. Les contemporains nous montrent Louis XIII transi de froid dans sa chambre du Louvre et chauffant, au soleil ses membres engourdis. En 1635, d'après la mère du Régent, le vin et l'eau gèlèrent sur la table royale, et en 1709, les théâtres et les tribunaux durent fermer leurs portes, « pour cause de froid ». Louis XIV portait un pourpoint doublé de duvet et une veste aux manches ourlées pour se préserver des piteuses, rhumes, congestions et autres maux qui accablèrent sans trêve « le plus grand roi de la terre ». La marquise de Rambouillet recevait ses intimes étendue sur son lit, les jambes enfermées dans un sac de peau d'ours, la tête recou-

Un jeune aviateur s'est tué hier A JUVISY

Un accident mortel s'est produit, hier, vers trois heures et demie, à Port-Aviation, à Juvisy.

Un élève aviateur, Alfred Wagner, âgé de 21 ans, étudiant en médecine, dont la famille habite Nancy, et qui se livrait depuis deux mois environ à l'aviation, était monté sur un biplan.

Après avoir fait plusieurs essais heureux, il tenta, vers trois heures, un dernier tour de piste à gauche, mais en voulant évoluer, à droite l'appareil glissa sur l'aile qui se trouva de ce côté et, pivotant sur lui-même, vint s'abattre sur le sol, projetant au loin le jeune pilote qui fut tué sur le coup.

Pendant qu'on s'empressait autour de l'infortuné, le réservoir de l'appareil prit feu et fit explosion. Le biplan a été détruit.

Le docteur Courboules, appelé, n'a pu que constater le décès. Le corps a été déposé à l'ambulance de Port-Aviation. M. Alfred Wagner habitait depuis deux mois au café Moulin, route Nationale, à Juvisy, sur le chemin de Port-Aviation. La famille a été prévenue.

LE RECORD DE HAUTEUR AVEC DEUX PASSAGERS

(Dépêche de notre correspondant)

Senlis, 20 Janvier. Ce matin, à l'aérodrome de la Vidamée, le chef pilote aviateur John Verrept est parvenu à battre le record de hauteur avec deux passagers, sur monoplan.

Il a atteint mille cinq mètres.

Le record était détenu par l'aviateur Moineau, qui avait atteint avec deux passagers, 885 mètres.

Verrept a évolué ensuite au-dessus de Senlis et des environs.

LES INCIDENTS franco-italiens

LE « MANOUBA » ET LE « CARTHAGE » ONT QUITTÉ CAGLIARI POUR TUNIS

Le double incident du Carthage et du Manouba est maintenant réglé en fait, sinon en droit. Le premier, qui a quitté Cagliari hier matin, était attendu dans la soirée à Tunis ; le second, qui avait été libéré la veille au soir, est, dès la matinée d'hier, arrivé en Tunisie : la nouvelle officielle en est parvenue dans l'après-midi au quai d'Orsay.

Mais, si le Carthage remporte l'aéroplane de l'aviateur Duval, objet du litige, par contre, le Manouba n'a été relâché et n'a pu voguer de nouveau vers Tunis qu'après avoir débarqué à Cagliari ses vingt-neuf passagers turcs.

Dans les milieux officiels français, on regrette que le commandant du Manouba ait consenti à livrer aux autorités italiennes les infirmiers du « Croissant Rouge », qu'il avait à son bord.

Le ministre des Affaires étrangères, aussitôt informé de l'incident, avait câblé à notre consul, à Cagliari, des instructions prescrivant au commandant du Manouba de refuser de livrer les infirmiers.

Il est à croire que ces instructions n'auront pu être communiquées que trop tard au Manouba, qui avait été arrêté assez loin de la côte.

D'autre part, l'attitude du commandant du Carthage apparaît comme digne d'éloges : il a résisté avec énergie à des prétentions injustifiées.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement français poursuit l'obtention de réparations pour les deux incidents.

LE « MANOUBA »

(Dépêche de l'Agence Havas)

Tunis, 20 Janvier. Le Manouba est arrivé ce matin, à huit heures, à la Goulette, et à neuf heures trente, dans le port de Tunis.

Cagliari, 20 Janvier. On assure que c'est de sa propre initiative que le commandant du paquebot Manouba a consenti à débarquer les 29 passagers turcs qui se trouvaient à bord de son bâtiment.

Le vice-consul de France n'a pas pu communiquer au commandant de la Manouba — ce bâtiment étant resté au large — les instructions qu'il avait reçues de Paris lui enjoignant de ne pas accéder au désir des autorités italiennes, les 29 passagers turcs devant être considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme appartenant à un service médical ou hospitalier et non comme des belligérants.

L'article 10 de la convention de La Haye est formel à cet égard. Il stipule, en effet, que le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre.

On est convaincu que le règlement définitif de l'incident va être poursuivi auprès du cabinet de Rome par le gouvernement français.

Marseille, 20 Janvier. Le directeur de la Compagnie de navigation mixte a adressé ce matin au consul de France à Cagliari la dépêche suivante :

« Nous lisons avec stupéfaction dans les journaux que le capitaine du Manouba aurait débarqué les 29 membres du « Croissant rouge ». Nous supposons que le capitaine a cédé à la force armée et nous pensons que le capitaine a énergiquement protesté contre les procédés inqualifiables employés contre lui et les passagers du « Croissant rouge », couverts par notre pavillon.

« Nous sommes sans avis semblable. » Si la nouvelle est fautive, avisez le capitaine : nous comptons qu'il fera son devoir avec énergie.

« Si la nouvelle est vraie, nous vous demandons de protester vivement, au nom de la Compagnie mixte, contre les procédés employés et faire toutes réserves vis-à-vis des autorités italiennes.

« Signé : GRAVIER, Administrateur délégué de la Compagnie mixte. »

Le directeur m'a déclaré, d'autre part, qu'il est profondément étonné du silence du commandant du Manouba, qui la simplement avisé de son arrivée à Tunis ce matin à 9 h. 25. Des explications ont été demandées au capitaine Costes, mais jusqu'à présent aucune réponse n'a été faite aux trois télégrammes qui ont été expédiés depuis ce matin au commandant. On tendrait à supposer que les dépêches de la Compagnie ont été interceptées.

LE « CARTHAGE »

Tunis, 20 Janvier, midi 50.

On annonce que le Carthage a quitté Cagliari ce matin à neuf heures trente seulement, son ancre, assure-t-on, n'ayant pu être plus tôt délogée du fond.

On l'attend à Tunis pour la fin de l'après-midi, probablement vers sept heures.

Marseille, 20 Janvier. La direction de la Compagnie Transatlantique à Marseille a reçu du commandant du Carthage la dépêche suivante :

« Le séquestre a été levé, cette nuit, à 2 heures 30. Le bateau est parti, ce matin, à 8 heures, et arrivera à la Goulette vers 6 heures du soir. »

La Compagnie Transatlantique a reçu, d'autre part, de son agent à Tunis, une dépêche confirmant que le paquebot Saint-Augustin est parfaitement arrivé à destination ce matin, à 3 heures.

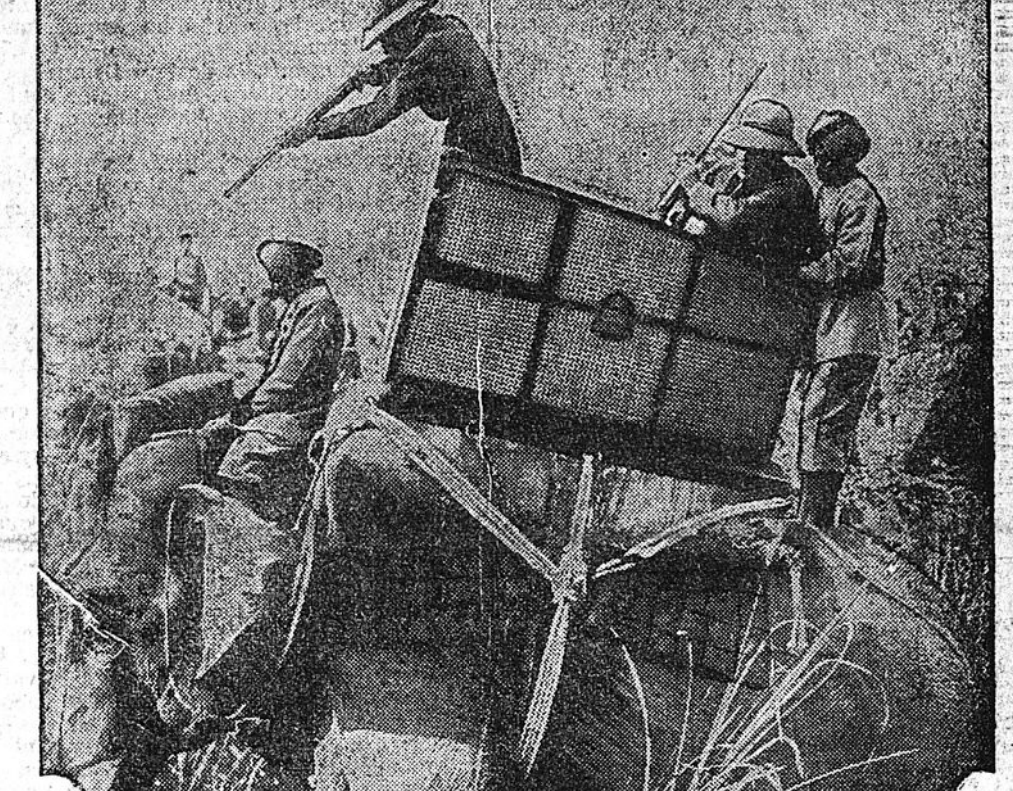
Le bruit courait, en effet, hier soir, à Tunis, que le Saint-Augustin avait été capturé.

Voir la suite en 4^e page

Un souvenir des chasses du roi George V aux Indes

Le roi George V, qui va quitter aujourd'hui Port-Saïd, pour la dernière partie de son voyage de retour, après avoir connu aux Indes les pompes solennelles du Durbar, doit, parmi tant de splendeurs orientales qui se dérouleront en son honneur, et le pittoresque qui en accompagne les principales péripéties.

Dans la première on voit le roi George V, du haut de son éléphant, s'apprêter à tirer un rhinocéros. Il faut, pour tuer cet animal monstrueux, du sang-froid et beau-



LE ROI TIRANT UN RHINOCEROS

garder, en bon sportsman qu'il est, le souvenir émuant des chasses auxquelles il prit une part si ardente. Nous avons déjà dit de quelle façon, en pleine jungle du Népal, le maharajah du Népal, Chandra Shamsher Jang, avait établi deux camps, le premier pour le roi

coup d'adresse. Il faut viser la fauve à l'œil, seul organe vulnérable et, pour faciliter son tir au royal chasseur, les rabatteurs usent de stratagèmes pour arriver à faire tourner la tête du rhinocéros dans la bonne direction.

La seconde photographie représente la



LE TABLEAU D'UNE MATINÉE DE CHASSE : QUATRE TIGRES ET UNE GAZELLE

et sa suite, le second pour les soldats et rabatteurs indigènes et les troupeaux d'éléphants.

Aussitôt après la cérémonie du couronnement, le roi George V partit en train spécial jusqu'à Bankipore. De là, le souverain, en automobile, auprès du fleuve Rapti, et les chasses commencèrent.

Mieux que tous les détails, les deux photographies que nous publions montrent les émotions de ces chasses aux grands fauves

Voir en 3^e page : L'EXECUTION DE RENARD, HIER MATIN

Voir en 4^e page : LA SOIREE D'HIER A L'OPERA

AU CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres et sous-secrétaires d'Etat se sont réunis, hier matin, en conseil à l'Élysée, sous la présidence de M. Fallières.

LA RÉFORME ÉLECTORALE

MM. Poincaré, président du Conseil, et Steeg, ministre de l'Intérieur, ont fait part au conseil des déclarations qu'ils devaient



Le général D'AMADE nommé commandant du 1^{er} corps d'armée

faits au nom du gouvernement devant la commission du suffrage universel de la Chambre, sur la question de la réforme électorale.

COMMANDANTS DE CORPS D'ARMÉE

Sur la proposition du ministre de la Guerre, le général Dubail, qui remplissait les fonctions de chef d'état-major de l'ar-

Le général DUBAIL nommé commandant du 9^e corps d'armée

du 25 janvier, au commandement du 18^e corps d'armée, à Clermont-Ferrand.

A L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE

M. Millerand, ministre de la Guerre, a fait approuver par le Conseil, la nomi-